

Nous, réunies et réunis lors de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2013 à Tunis affirmons l'apport capital des peuples du Maghreb-Mashrek (du Nord d'Afrique jusqu'au Moyen Orient) dans la construction de la civilisation humaine. Nous affirmons que la décolonisation des peuples opprimés reste pour nous, mouvements sociaux du monde entier, un grand défi à relever.

Au sein du processus FSM, l'Assemblée des mouvements sociaux est l'espace où nous nous réunissons avec notre diversité, pour construire nos agendas et luttes communes contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme et toute forme de discrimination et d'oppression. Nous avons construit une histoire et un travail communs qui a permis certaines avancées, notamment en Amérique latine, où nous avons réussi à freiner des alliances néo-libérales et concrétiser plusieurs alternatives pour un développement socialement juste et respectueux de la nature.

Ensemble, les peuples de tous les continents mènent des luttes pour s'opposer avec la plus grande énergie à la domination du capital, cachée derrière des promesses de progrès économique et d'apparente stabilité politique.

Maintenant, nous nous trouvons dans un carrefour où les forces conservatrices et rétrogrades veulent arrêter les processus initiés il y a deux années soulèvement populaire dans la région du Maghreb-Mashrek qui a permis de faire chuter des dictatures et contester le système néolibéral imposé aux peuples. Ces soulèvements si sont étendus à tous les continents du monde en générant de processus d'indignation et d occupation des places publiques.

Les peuples du monde entier subissent aujourd'hui l'aggravation d'une crise profonde du capitalisme dans laquelle ses agents (banques, transnationales, conglomérats médiatiques, institutions internationales et tous les gouvernements complices avec le néolibéralisme) cherchent à accroître leurs bénéfices au prix d'une politique interventionniste et néo-colonialiste.

Guerres, occupations militaires, traités néo-libéraux de libre-échange et « mesures d'austérité » se voient traduits en paquets économiques qui privatisent les biens communes et les services publiques, baissent les salaires, réduisent les droits, augmentent le chômage, augmentent la surcharge des femmes dans le travail de soins et détruisent la nature.

Ces politiques affectent lourdement les pays riches du Nord, augmentent les migrations, les déplacements forcés, les délogements, l'endettement et les inégalités sociales comme en Grèce, Chypre, Portugal, Italie, Irlande et dans l´Etat Espagnol. Elles renforcent le conservatisme et le contrôle sur le corps et la vie des femmes. En outre, ils tentent de nous imposer « l'économie verte » comme solution à la crise environnementale et alimentaire, ce qui non seulement aggrave le problème, mais débouche sur la marchandisation, la privatisation et la financiarisation de la vie et de la nature.

Nous dénonçons l´intensification de la répression aux peuples rebelles, l´assassinat des leaderships des mouvements sociaux, la criminalisation de nos luttes et de nos propositions.

Nous affirmons que les peuples ne doivent pas payer pour cette crise et qu'il n'y a pas d'issue possible au sein du système capitaliste. Ici, à Tunis, nous réaffirmons notre engagement avec la construction d'une stratégie commune de lutte contre le capitalisme. C'est pour ça que nous, les mouvements sociaux, luttons :

*** Contre les transnationales et le système financier (FMI, BM et OMC)**, principaux agents du système capitaliste, qui privatisent la vie, les services publics et les biens communs comme l'eau, l'air, la terre, les semences, les ressources minérales, promeuvent les guerres et les violations du droit humain. Les transnationales reproduisent des pratiques extractivistes nuisibles à la vie, accaparent nos terres et développent des semences et aliments transgéniques qui privent les peuples de leur droit à l'alimentation et détruisent la biodiversité.

Nous luttons pour l´annulation de la dette illégitime et odieuse qui est aujourd´hui un instrument global de domination, de répression et d´asphyxie économique et financière des peuples. Nous refusons les accords de libre-échange que nous imposent les États et les transnationales et nous affirmons qu'il est possible de construire une mondialisation d'un autre type, par les peuples et pour les peuples, fondée sur la solidarité et sur la liberté de circulation pour tous les êtres humains.

*** Pour la justice climatique et la souveraineté alimentaire** parce que nous savons que le réchauffement global est un résultat du système capitaliste de production, distribution et consommation. Les transnationales, les institutions financières internationales et les gouvernements qui sont à leur service ne veulent pas réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Nous dénonçons l´ « économie vert », et refusons les fausses solutions à la crise climatique comme les agro-carburants, les organismes génétiquement modifiés, la géo-ingénierie et les mécanismes de marché de carbone, comme le REDD (Réduction des Émissions liées à la Déforestation et à la Dégradation), qui font miroiter aux populations appauvries des progrès, tout en privatisant et transformant en marchandises les forêts et territoires où ces populations ont vécu pendant des millénaires.

Nous défendons la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne qui est une solution réelle à la crise alimentaire et climatique et signifie aussi l'accès à la terre pour celles et ceux qui la travaillent. Pour cela, nous appelons à une grande mobilisation pour stopper l'accaparement des terres et soutenir les luttes paysannes locales.

*** Contre la violence envers les femmes** qui est exercée régulièrement dans les territoires occupés militairement, mais aussi contre la violence dont souffrent les femmes quand elles sont criminalisées parce qu'elles participent activement aux luttes sociales. Nous luttons contre la violence domestique et sexuelle qui est exercée sur elles quand elles sont considérées comme des objets ou marchandises, quand leur souveraineté sur leur corps et leur spiritualité n'est pas reconnue. Nous luttons contre la traite des femmes, des filles et garçons.

Nous défendons la diversité sexuelle, le droit à l'autodétermination du genre, et nous luttons contre l'homophobie et les violences sexistes.

*** Pour la paix et contre la guerre, le colonialisme, les occupations et la militarisation de nos territoires**. Nous dénonçons le faux discours de défense des droits humains et de combat aux intégrismes, qui souvent sont utilisés pour justifier l´interventions militaires comme au Haïti, Libye, Mali et Syrie. Nous défendons le droit à la souveraineté et à l'auto-détermination des peuples comme dans la Palestine, le Sahara Occidental et le Kurdistan.

Nous dénonçons l'installation des bases militaires étrangères pour fomenter des conflits, contrôler et piller les ressources naturelles et promouvoir des dictatures en divers endroits du monde.

Nous luttons pour la liberté de nous organiser dans des syndicats, des mouvements sociaux, des associations et toutes autres formes de résistance pacifique.

Renforçons nos instruments de solidarité entre les peuples comme le boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël et la lutte contre l'OTAN et pour l'élimination de toutes les armes nucléaires.

*** Pour la démocratisation des médias de masse et la construction de médias alternatifs**, qui sont fondamentales pour faire renverser la logique capitaliste.

Inspirés par l'histoire de nos luttes et par la force rénovatrice des peuples dans les rues, l'Assemblée des mouvements sociaux appelle tous et toutes à développer des actions de mobilisation coordonnées au niveau mondial dans une journée global de mobilisation le XXXXX (date à définir).

Mouvements sociaux du monde entier, avançons vers une unité globale pour défaire le système capitaliste !

Assez d'exploitation, assez de patriarcat, de racisme et colonialisme ! Vive la révolution ! Vive la lutte de tous les peuples !

Assemblée des mouvements sociaux - Forum social mondial 2013 – Tunisie, 29 mars